

« Je n'ai pas un écu, pas un soldat, et le gouvernement suprême ne me donne pas même l'espérance de m'envoyer de l'argent, lorsqu'il serait d'une nécessité absolue de veiller ici d'une manière suffisante et de t'envoyer au moins mille hommes bien payés et bien équipés, parce que tu es sur le cratère d'un volcan, si l'on ajoute foi aux nouvelles funestes qui courent ici. Outre ce que je te dis d'office, sois persuadé que tu as déjà cette garnison minée, et que les révolutionnaires comptent sur la misère à laquelle tu es réduit, autant que sur l'abondance de leurs ressources.

« Voilà bien des années que le thermomètre des révolutions se trouve parmi nous ; ses oscillations viennent du mouvement de cette frontière. Pour moi, la cause de ce mouvement est dans la paralysie ou l'activité de ses opérations commerciales. Quand la paralysie a lieu, beaucoup espèrent et beaucoup craignent. — Pedro Ampudia. »

Santa-Anna, en voyant les difficultés que tous les vrais patriotes et lui-même rencontraient pour pacifier le pays et l'organiser sous le régime républicain, se convertit de bonne foi au système monarchique. Il pactisa avec les principaux chefs de ce parti et résolut de donner suite au projet de Parrédès. Convaincu que la monarchie était le seul gouvernement qui convenait à l'état social du Mexique, et que la couronne conférée à un Mexicain n'avait aucune probabilité de durée, il voulut l'offrir à un prince étranger, espérant que l'Europe appuierait son candidat. A cet effet, il délégua ses pleins pouvoirs à M. Gutierrez de Estrada, pour obtenir l'assentiment des cabinets de Londres, de Paris, de Madrid et de Vienne. Sa lettre de créance, datée du 1^{er} juillet 1854, est ainsi conçue :

« Antonio Lopez de Santa-Anna, bien mérité de la patrie, général de division, grand-maître de l'ordre national de Guadalupe, chevalier grand-croix de Charles III, président de la république mexicaine, à tous ceux qui verront les présentes, salut :

« Investi par la nation mexicaine des pouvoirs nécessai-

res pour constituer le pays sous la forme du gouvernement que je jugerais la plus convenable pour assurer l'intégrité du territoire et l'indépendance nationale sur les bases les plus avantageuses et les plus durables, conformément aux pouvoirs discrétionnaires dont je suis revêtu, et, considérant qu'*aucun gouvernement ne convient mieux à la nation que celui qui pendant plusieurs siècles a formé son état social* ;

« En conséquence, afin d'atteindre ce but ; confiant dans le patriotisme, les lumières et le zèle de M. José Maria Gutierrez de Estrada, je lui confère, par les présentes, tous les pouvoirs nécessaires, afin qu'il puisse entamer des négociations et faire des offres nécessaires près des cours de Londres, Paris, Madrid et Vienne, afin d'obtenir de ces divers gouvernements ou de quelqu'un d'entre eux, leur concours pour l'établissement d'une monarchie avec un membre des familles régnantes, dans les termes et conditions spécifiés dans des instructions spéciales.

« En foi de quoi j'ai fait expédier les présentes, signées de ma main, scellées du sceau de la nation et contre-signées par le ministre des affaires étrangères, pour demeurer secrètes. Au Palais national, le 1^{er} juillet mil huit cent cinquante-quatre... — A. L. de Santa-Anna. »

Il paraît que des ouvertures furent faites également au cabinet de Washington, touchant le projet de relever le trône du Mexique au profit d'un prince européen, car M. Clay répondit alors à l'envoyé mexicain cette phrase devenue historique : — « Il importe peu aux États-Unis que votre pays soit gouverné par telle ou telle forme de gouvernement ; c'est une affaire intérieure qui l'intéresse seul et ne nous regarde point. » En effet, à cette époque, la guerre du sud n'avait pas encore altéré la constitution des États-Unis, et le gouvernement n'avait pas eu besoin, pour soutenir sa politique de reconstruction, de distraire l'attention des représentants radicaux, en leur parlant de la doctrine Monroe, sous un jour tout à fait étranger à cette doctrine, car M. Monroe s'était borné à vouloir garantir l'indépendance des colo-

nies espagnoles et portugaises, et ne songeait nullement à leur interdire l'établissement du système monarchique.

La conversion de Santa-Anna au parti monarchiste semble antérieure à l'envoi de M. Gutierrez, en Europe, à la recherche d'un souverain, car j'ai lu dans une correspondance américaine, en 1854, que lors de la dernière révolution du parti progressiste à Madrid, on avait découvert au palais de la reine Christine, un dossier sur lequel était écrit : — « Correspondance de Mexico. » Ce dossier fut remis à M. Soulé, ministre des États-Unis, à Madrid, qui l'envoya à Washington. On y trouva une convention relative au trône du Mexique qui devait être fondé par Santa-Anna, puis occupé par un prince européen, dont le nom n'a jamais été connu et qu'on supposait être espagnol. Dans ce but, les ministres mexicains accrédités auprès des cours européennes devaient se réunir à Bruxelles, afin de s'entendre sur les garanties et les secours que les puissances devaient donner à Santa-Anna pour appuyer son projet. Mais la situation du Mexique et les événements politiques qui se préparaient en Europe firent accueillir avec assez de froideur l'idée d'une intervention armée dans le nouveau monde. La monarchie mexicaine resta à l'état du projet; M. Gutierrez de Estrada fut bien reçu des ministres et des souverains auxquels il parla de la nécessité de cette intervention au point de vue des intérêts européens, mais on en remit l'exécution à des temps meilleurs. — « On verra plus tard, » lui répondit-on partout.

Santa-Anna découragé, réduit à ses propres ressources, dut bientôt enrayer les dépenses que lui causaient la représentation et le luxe de sa cour, luxe introduit au palais national pour donner une idée de l'éclat dont brillerait la capitale sous le régime monarchique. Le ministre de l'intérieur, M. Aguilar, expédia une circulaire secrète et manuscrite à tous les gouverneurs militaires, dans laquelle il leur disait : — « N'est-il point étrange qu'à mesure que le gouvernement, à force de constance et de sacrifices, commence à rétablir

la morale perdue et l'obéissance aux lois, aussi bien qu'aux autorités, les ennemis de tout ordre redoublent d'efforts pour le renverser, faisant paraître à la fois de tous côtés des symptômes révolutionnaires pour affaiblir l'administration? Il faut absolument arracher une fois pour toutes cette dernière espérance du cœur de quelques insensés qui la nourrissent. Comme aujourd'hui la nation a des ressources et des moyens qu'elle n'avait encore jamais eus, ce ne sera ni impossible ni même difficile. Je crois qu'il suffira d'exercer la vertu nécessaire à tous les gouverneurs dans les moments de crise dangereuse; je parle de l'énergie, tempérée par la prudence. Je ne vois pas de terme moyen aux grands coups qui doivent imposer une crainte salutaire aux criminels; parce qu'en extirpant le crime et délivrant la société du cancer qui la ronge, on rend respectable la main vigoureuse qui met une digue aux abus et à l'impunité des méchants....

« Rappelons-nous que notre cause, pure de toute tache de personnalité, exempte du reproche d'ambition et d'esprit de parti, est identifiée avec l'indépendance de la république, avec la vraie liberté des Mexicains, avec son progrès bien entendu, parce que c'est la cause de la civilisation et de la morale fondée sur le plus solide des éléments, le principe religieux.

« Le moment arrive de donner une solution définitive au problème indécis depuis tant d'années dans notre pays, celui de savoir si ses destinées doivent être entre les mains de la plus immonde canaille; si l'ignorance doit tout subjuguer et imposer la loi à l'intelligence; si ceux qui n'ont rien à perdre parce qu'ils n'ont rien su acquérir, ont le droit de rendre leurs tributaires ceux qui doivent leur prospérité individuelle aux branches qui constituent la richesse publique, et à leur travail constant et honnête; enfin, si la nation est obligée de maintenir dans le luxe la crapule — *sic* —, et dans la fainéantise et l'oisiveté d'infâmes saugsues, ou bien si l'on doit restituer au Mexique son ancienne dignité et se soumettre seulement à la supériorité morale qui, depuis des

siècles tient la suprématie dans les pays civilisés. Qu'il n'y ait donc plus de tergiversation; que les lois coercitives et pénales soient appliquées avec vigueur; que le délit, aussitôt commis, soit puni; que la justice et l'équité ne soient plus blessées. Ayez de l'énergie et de la probité... et je crois que nous sauverons le Mexique... le monde est déjà fatigué du honteux modèle que nous lui présentons de toutes les aberrations et de toutes les extravagances... — I. Aguilar. »

Cette ligne de conduite prescrite par le ministre pouvait être utile autant que sage, mais elle était tardive. Le 13 juillet 1854, le licencié José de la Garza proclama, à Victoria, la déchéance de Santa-Anna, la république fédérale et le rétablissement de la constitution de 1824. Le troisième article du plan de ce pronunciamiento, disait, — naturellement : — « Sont abrogés les lois et décrets de la fédération. » Le premier cri des révolutionnaires au Mexique, après avoir décrété la chute des autorités constitutionnelles est d'abroger la constitution et les lois, alors en vigueur, ce qui démoralisait le peuple et aggravait les désordres de ces révolutions. Comment le peuple aurait-il pu respecter une constitution, des lois et des décrets que chaque année un général, un avocat obscur pouvaient mettre et mettaient en effet au panier?

La révolution de Victoria avait été préparée de longue date pour seconder celle d'Alvarez. Le colonel D. Lorenzo Cortina, dans une lettre datée du 13 juillet 1854, rend compte du pronunciamiento de Victoria dans les termes suivants : ... « Les éternels ennemis de l'ordre public et de l'administration actuelle, profitant du peu de forces qui se trouvent dans cette ville, en conséquence du départ du lieutenant Gavañac, ont eu l'audace d'attaquer le quartier à minuit de la nuit passée, au nombre de cent vingt hommes qui furent repoussés vigoureusement par les vingt-cinq soldats dont nous pûmes disposer. Troeva avait pris le commandement de la guérilla de droite, et moi de celle de gauche. Nous sommes encore dans cette position en ce moment où

sonnent six heures du matin... » Suivent des détails sur la difficulté de résister longtemps, avec les vingt soldats valides qui restaient. « Les chefs des révolutionnaires, ajoute le colonel, sont : un nommé Salazar, Juan Cardenas et le licencié Juan José de la Garza, ce dernier est le premier coryphée de ces soi-disant libéraux. »

Parrodi, gouverneur de S. Luis Potosi, écrivait au commandant militaire du Tamaulipas, le 20 juillet de la même année : — « Vous avez sans doute appris que D. Juan José de la Garza s'est prononcé le 13, pour le plan d'Alvarez, et que le détachement du capitaine Troeva a chassé les dissidents avec pertes, depuis la place principale jusqu'à celle des Arieros. Observant que le nombre des ennemis augmentait, il s'est retiré du côté de Tampico sans être inquiété. Une lettre de Victoria, datée du 15, m'apprend que les rebelles se fortifient, construisent des affûts pour monter quelques pièces qu'ils ont trouvées là-bas. Ils ont secouru trois cents hommes et fait d'autres dépenses qui prouvent qu'ils ont assez d'argent. Ils disent qu'ils en attendent davantage de la frontière ainsi que des hommes armés de rifles. Tula et les autres villes de ce côté de la Sierra restent tranquilles.

« Faute de troupes et manque absolu d'argent, je n'ai pu mettre en marche une section de toutes armes contre les dissidents, comme je l'aurais voulu, parce que les forces que j'ai dirigées sur le Michoacan, par ordre suprême, m'ont trop affaibli. Cette impuissance m'a singulièrement mortifié dans cette circonstance. — Parrodi. »

D'après cette lettre, il semblerait que le détachement de Troeva était venu au secours de Quijara, avant de se retirer sur Tampico. Le colonel pourtant tenait bon, car la correspondance du général Ampudia donne sur cet événement de nouveaux détails : — « Monterey, 23 juillet 1854. — ... A la dernière heure, je reçois une lettre du colonel Cortina venant de Victoria et qui me donne les nouvelles suivantes : — « Quarante cavaliers des prononcés sont partis pour Tula,

« et six pour Villagran, avec l'objet d'inviter ces villes à se conder le pronunciamiento; » mais je viens de lire une lettre de l'alcade de cette dernière localité, qu'il envoyait au colonel Cortina, et dans laquelle il dit que la population réprouve le pronunciamiento, et qu'il a mis sous les armes soixante hommes pour résister aux prononcés; il offre d'envoyer prisonniers, à cette capitale, ceux qui se présenteront pour les inviter à se prononcer, et m'affirme qu'il y a même des gens à la poursuite des prononcés. — Pedro Ampudia. »

Je trouve dans une lettre datée de Victoria, 2 septembre, et signée par D. Torribio de la Torre, des détails sur les excès commis dans cette ville par les insurgés. « Le pronunciamiento, dit-il, n'était pas au nom de la fédération, mais au nom du communisme. Les factieux ont disposé de la population et de ses intérêts selon leur bon plaisir; ils ruinent, presque complètement, tous ceux qui ne se rangent pas de leur parti. Ils continuent ce système dans le district de San-Carlos, en commettant toutes sortes de déprédations... L'office des postes a été saccagé; les livres, les lettres, les archives, les sceaux, les meubles, etc., tout est emporté, vendu ou brûlé. » En un mot, les prononcés de Victoria suivaient les traditions de vol, de ruine, de pillage et de destruction, suivie au Mexique par tous les insurgés et dans toutes les révolutions, depuis celle d'Hidalgo.

Santa-Anna, sachant que les flibustiers du Texas se préparaient à prêter la main aux rebelles de Victoria, donna des ordres absolus au général Woll, qui commandait les frontières. — « Mon cher ami, lui écrit-il le 7 septembre 1854, je crois absolument nécessaire d'établir de forts détachements à Camargo, Mier et Revillo — ou Guerrero, comme on l'appelle aujourd'hui, — autant pour empêcher la contrebande que le passage des flibustiers; ces forces étant chargées de ce double but. Je vous dirai pour votre gouverne que ce service doit se faire par bataillons ou par escadrons, pour ne pas diviser les corps, manière la plus prompte de les détruire. Pour couvrir ces détachements, vous pourrez

ordonner à leurs commandants de construire des fortins et de faire le service comme en présence de l'ennemi. — A. L. de Santa-Anna. »

La révolution gagnait pourtant le Michoacan et d'autres provinces. Santa-Anna, se voyant impuissant à la contenir, réunit ses ministres en conseil et leur déclara que la politique qu'il suivait et les pouvoirs absolus dont il disposait pouvant être la cause des troubles présents, il était décidé à consulter la nation, le 1^{er} décembre, sur la durée et l'étendue de ses pouvoirs. Un appel au peuple fut donc décrété pour ce jour, et les deux questions suivantes furent posées :

« Le président actuel de la république doit-il continuer à exercer le pouvoir suprême avec l'étendue extraordinaire qui lui a été conférée?

« Dans le cas contraire, à qui remettre la présidence? »

Les ministres, craignant l'influence des révolutionnaires, dans cette sorte de plébiscite, préparèrent de leur mieux la réélection du dictateur. Voici la circulaire manuscrite et secrète, envoyée par le ministre de la guerre, D. Santiago Blanco, aux grands commandants militaires.

« Mexico, 14 novembre 1854. — Mon cher ami, — quoique vos idées et votre bon jugement me soient parfaitement connus, je dois vous manifester confidentiellement, selon mes convictions, quelle est mon opinion sur l'acte public qui doit se vérifier le 1^{er} décembre prochain, d'après la circulaire publiée par le ministère de l'intérieur sur les assemblées populaires.

« Dans l'état où se trouve notre société, au milieu de la démoralisation corrompue dans laquelle, par malheur, se meut notre peuple, toujours agité par cette masse flottante de scélérats, sans principes fixes, qui vivent seulement des révolutions et qui, aujourd'hui plus que jamais, cherchent à renverser le gouvernement de S. A. S., ce serait une torpeur coupable de ne pas employer, pour notre part, tous les moyens possibles pour arriver au but auquel nous aspirons,

qui est et ne peut être autre que la consolidation d'une administration vigoureuse et sévère, capable d'opposer une forte digue aux ondes toujours agitées des révolutions.

« Convaincu de cette vérité, comme je crois que vous l'êtes, et, désirant le succès de ce but nécessaire, ne croyez-vous pas qu'il serait peu sage de laisser agir un peuple sans foi ni sentiment politiques, qui marche toujours poussé seulement par d'imprudents ambitieux? S. A. S. désire sonder la volonté nationale, elle veut connaître le vœu spontané des populations, mais quelles seront les conséquences de l'acte du 1^{er} décembre futur si, ce qui n'est pas probable, les machinations des anarchistes trouvent le triomphe qu'ils désirent? Il est politique, patriotique et nécessaire que les représentants du gouvernement suprême, dans les départements, agissent avec activité, comme je vous le recommande, pour prendre les mesures conseillées par la prévoyance et la prudence, à l'effet de rendre uniforme l'opinion des penseurs sur le sujet dont je vous parle, sans permettre que, donnant à la circulaire mentionnée des interprétations sinistres, on fasse des plans perfides, des intrigues, et qu'on altère les esprits tranquilles... Le suffrage de votre département sera, comme je l'espère, la manifestation publique du désir de conserver et consolider sérieusement un gouvernement fort, civilisé, sévère et protecteur, qui achève d'étouffer tout principe révolutionnaire et rende un jour le Mexique grand et prospère. — Santiago Blanco. »

En dehors des qualités données par ce ministre au gouvernement de Santa-Anna, l'histoire semble témoigner que le dictateur était très sympathique à la majorité des Mexicains, mais que son administration n'a jamais été bien forte ni sévère, si ce n'est à l'égard de quelques hommes du parti contraire. En matière politique comme en matière administrative, les faits répréhensibles doivent être réprimés sans considération de personnes; en ayant deux poids et deux mesures pour peser et mesurer les faits selon la qualité du coupable, on change une question de principe en une ques-

tion de personne, ce qui ne se fait pas sans blesser la justice et la morale publique. Or, on a vu par les lettres d'Uruga, par la conduite d'Arista et quelques pages historiques des premières administrations de Santa-Anna, que les considérations de personnes passaient fréquemment pour lui avant les questions de principe, dans ses actes de clémence excessive ou de sévérité exagérée. Quoi qu'il en soit, l'appel du 1^{er} décembre lui réussit très bien et la presque unanimité des votes se prononça pour la continuation de sa dictature.

Au commencement de 1855, l'insurrection d'Alvarez est secondée partout; au sud, au nord, au Michoacan, sur les frontières du Rio-Grande, « la poudre parle » de tous les côtés. On apprend qu'Alvarez reprend l'offensive avec le *plan d'Ayutla* qui, pendant plus de sept ans, a désolé et couvert de sang toute la république. Quelques troupes du gouvernement, commandées par Tavera et Solis, sont mises en déroute par les prononcés Huerta, Puebla, Arias et d'autres. Haro y Tamariz, ancien ministre de Santa-Anna, après une multitude d'incidents, s'était prononcé contre le dictateur; il arrivait à Zitacuaro avec Degollado, dans le courant de janvier, pour diriger, disait-on, la révolution du Michoacan. Santa-Anna se préparait lui-même à marcher contre les insurgés.

Le gouverneur de cette province, D. Manuel Norriega, écrivait le 5 mars 1855, de Morelia, au sujet de l'insurrection dans le Michoacan. — « J'ai appris aujourd'hui que les bandits travaillent activement et concentrent leurs forces pour attaquer cette place. Le bandit Pueblita se trouve à Tacambaro, à la tête d'une nombreuse bande. Pinzon est arrivé avec plus de cent hommes, vingt charges de fusils, parfaitement pourvu de parc et matériel de guerre; il arme autant de rancheros qu'il peut et réunira une masse considérable. Zavala, à Cuitzeo, augmente de la même manière ses satellites, et plusieurs autres chefs en font autant; de sorte qu'il ne leur sera pas difficile de mettre

en jeu toutes leurs infernales machinations. — M. Norriega. »

Sur les frontières du Rio-Grande, les flibustiers américains, d'accord avec les contrebandiers mexicains, passaient le fleuve dans l'intention d'aller à Monterey et de favoriser l'introduction des marchandises américaines au moyen de la révolution. Naturellement, les consuls et les riches négociants étrangers ou nationaux protégeaient, comme en 1851, plus ou moins secrètement, le mouvement révolutionnaire afin de s'enrichir. Le trésor mexicain se ruinait par cette mise constante de l'armée sur le pied de guerre; mais cette ruine était la fortune des capitalistes, aussi la secondaient-ils de tout leur pouvoir. Les lettres du général Corona, gouverneur de Vera-Cruz, et celles de Santiago Blanco, nous apprennent qu'à la Nouvelle-Orléans il se préparait publiquement une invasion du Mexique sur le Rio-Grande, par les flibustiers. Uruga se disposait à rentrer sur le sol de la patrie, mais comme chef de la révolution. On a déjà vu, par sa dernière lettre, qu'il cherchait à mettre de l'unité dans le mouvement insurrectionnel; il désirait que le général Woll se plaçât à la tête des mécontents, mais ce général ne connaissait que l'honneur militaire et son devoir, il ne voulut pas se mêler de politique. Au mois d'avril, il reçut deux dépêches datées de Mexico, dans lesquelles on lit les phrases suivantes: — « D. José Lopez Uruga vient d'être destitué de ses fonctions de ministre plénipotentiaire de la république à Berlin, pour s'être concerté avec les anarchistes à l'effet de révolutionner notre pays. En vue d'une conduite aussi criminelle, S. A. S. a résolu que si ledit général se présente sur quelque point du département commandé par V. Exc., il soit immédiatement pris et fusillé, sans lui laisser d'autre temps que celui de recevoir les secours spirituels. — Santiago Blanco. »

« J'ai appris que le séditieux Uruga nous avait écrit plusieurs lettres pour vous soustraire à l'obéissance du gouvernement. Si ce déloyal sujet se présentait dans votre départe-

tement, avec l'intention de se mettre à la tête des rebelles, vous le prendriez et le feriez fusiller, selon la circulaire que le ministre de la guerre vous envoie par ce courrier. — A. L. de Santa-Anna ». —

Dans cette déplorable histoire de la république mexicaine, on ne voit que luttes fratricides, guerres civiles, fusillades, le patriotisme sacrifié aux intérêts privés, les haines de parti dominant tout, passant avant tout autre sentiment, des généraux qui se battent contre le gouvernement qu'ils ont édifié de leurs propres mains et des hommes trahissant le lendemain ceux qu'ils avaient élevés ou servis la veille. Santa-Anna vit ses illusions républicaines et constitutionnelles s'évanouir trop tard, pour remédier aux maux dont souffraient sa patrie et ses compatriotes, la situation financière du Mexique était trop compromise pour qu'il pût faire face aux événements amenés par l'ambitieuse oligarchie qui déchirait à son profit le pays depuis tant d'années. Énergique en présence de l'invasion étrangère, son énergie mollissait devant les faux amis, les nullités politiques, les administrateurs deshonnêtes et cette masse de sangsues qui le flattaient pour s'enrichir à leur aise et sans contrôle; elle devenait brutale envers les révolutionnaires qui voulaient sa déchéance. Santa-Anna ne sut jamais être sévère avec justice, clément avec à-propos et modéré quand il le fallait; toute son administration prouve qu'il agissait par boutade, que les circonstances et l'humeur du moment le dirigeaient davantage qu'un plan de conduite sagement tracé. Il était, certainement, de tous les Mexicains, l'homme le plus capable de gouverner son pays, mais sa passion pour le jeu, pour l'argent, la galanterie et son caractère versatile ont paralysé ses facultés, découragé ses vrais amis et laissé le Mexique dans cette affreuse situation qui peut le conduire à devenir une simple province des États-Unis.

Au mois de mai 1853, Santa-Anna perd toute espérance d'arrêter le triomphe de la révolution, mais avant de laisser ses concitoyens continuer leurs désordres, accélérer la